



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
COMMUNE DE GRIGNY-SUR-RHÔNE  
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 4 juillet 2025

Membres du conseil municipal			
En exercice	Présents	Procurations	Absents
29	20	8	1

Date de convocation le 27 juin 2025

Président: M. Xavier ODO.

Secrétaire de séance : M. Amar MANSOURI.

**Présents :**

M. Xavier ODO, Mme Isabelle GAUTELIER, M. Guillaume MOULIN, Mme Najoua AYACHE, M. Florian RAPP, Mme Victoria MARI, M. Frédéric SERRA, Mme Irène DARRE, M. Arnaud DEROUBAIX, M. Djamal MESAI-MOHAMMED, M. Hervé NOUZET, M. Amar MANSOURI, M. Olivier CAPELLA, Mme Delphine FAURAND, Mme Aurélie FRONTERA, M. Théo VIGNON, M. Florian CAMEL, Mme Pia BOIZET, M. Jérôme BUB, M. Stéphane GAUBY

**Procuration :**

Mme Marie-Claude MASSON donne pouvoir à M. Olivier CAPELLA, Mme Maria MARTINEZ donne pouvoir à Mme Irène DARRE, Mme Nathalie COURREGES donne pouvoir à M. Guillaume MOULIN, M. Maxime MONTET donne pouvoir à M. Xavier ODO, Mme Chloé OLLAGNIER donne pouvoir à M. Florian RAPP, Mme Daniela SEIGNEZ donne pouvoir à M. Jérôme BUB, M. Monji OUERTANI donne pouvoir à Mme Pia BOIZET, Mme Marie-Line JULLIEN donne pouvoir à M. Amar MANSOURI

**Absents :**

M. Roland DÉCOMBE

**MISE EN PLACE DU BONUS ATTRACTIVITÉ POUR LES AGENTS DE LA PETITE ENFANCE**

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu la délibération n°DEL 22\_049 du 20 mai 2022, relative à la mise à jour du régime indemnitaire pour les agents de la Ville ;

Vu l'avis du comité social territorial du 30 juin 2025 ;

Le secteur de l'accueil collectif de la petite enfance est marqué depuis plusieurs années par un déficit d'attractivité des métiers qui engendrent des difficultés de recrutement dans toutes les collectivités. Cela conduit dans certains secteurs à des phénomènes de fermeture de places et des tensions sur le fonctionnement des crèches collectives. A terme ce sont le niveau de l'offre pour les familles et la qualité de l'accueil des enfants qui s'en trouvent fragilisés.

Face au défi que représente ce déficit d'attractivité des métiers de la petite enfance et en cohérence avec les travaux conduits dans le cadre du Comité de filière Petite Enfance, les Caisses d'Allocations Familiales (CAF) contribuent à verser, depuis 2024, un «bonus attractivité» aux partenaires gestionnaires de crèches financées par la prestation de service unique qui revaloriseront le niveau des rémunérations. Ce dispositif «bonus attractivité» vise à permettre la revalorisation de 100 € nets mensuels par agent exerçant leurs fonctions au sein des crèches publiques.

D'après les textes réglementaires, cette revalorisation doit résulter d'une mesure portant sur l'indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise (IFSE) du régime indemnitaire tenant compte des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) des agents de la collectivité qui y sont éligibles.

Cette revalorisation n'est pas automatique et nécessite une décision politique forte de la Collectivité

qui s'engage auprès de la CAF à cette revalorisation de façon pérenne.

La Ville souhaite s'engager pleinement dans cette démarche et proposer à la filière petite enfance le «bonus attractivité». Cet effort financier à destination des professionnels de la petite enfance est envisagé pour une mise en application le 1<sup>er</sup> janvier 2026 conformément à la circulaire n°2024-096 de la CNAF.

Il est précisé que l'ensemble des professionnels, titulaires et contractuels, intervenant auprès d'enfants ou occupant des fonctions de direction qui travaillent dans les établissements d'accueil du jeune enfant financés par la prestation de service unique sont concernés. Cependant les agents administratifs ne sont pas concernés par ce dispositif.

La mesure de revalorisation doit viser les agents en poste au moment de sa mise en œuvre comme les agents recrutés postérieurement à sa mise en œuvre.

LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE

**D'AUTORISER** la mise en œuvre du bonus attractivité CAF à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour les agents de la petite enfance travaillant dans l'EAJE « crèche des Griminys » et à revaloriser les montants individuels d'IFSE d'un montant mensuel de 100 € nets, montant proratisé en fonction du temps de travail hebdomadaire ;

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;

**DE DÉCIDER** d'imputer les dépenses correspondantes au budget général de l'exercice en cours et suivants, chapitre 012.

Suffrages exprimés	28	
Vote(s) Pour	28	M. Xavier <b>ODO</b> , Mme Isabelle <b>GAUTELIER</b> , M. Guillaume <b>MOULIN</b> , Mme Najoua <b>AYACHE</b> , M. Florian <b>RAPP</b> , Mme Victoria <b>MARI</b> , M. Frédéric <b>SERRA</b> , Mme Irène <b>DARRE</b> , M. Arnaud <b>DEROUBAIX</b> , Mme Marie-Claude <b>MASSON</b> , Mme Maria <b>MARTINEZ</b> , M. Djamal <b>MESAI-MOHAMMED</b> , Mme Nathalie <b>COURREGES</b> , M. Hervé <b>NOUZET</b> , M. Amar <b>MANSOURI</b> , M. Olivier <b>CAPELLA</b> , M. Maxime <b>MONTET</b> , Mme Delphine <b>FAURAND</b> , Mme Aurélie <b>FRONTERA</b> , Mme Chloé <b>OLLAGNIER</b> , M. Théo <b>VIGNON</b> , M. Florian <b>CAMEL</b> , Mme Pia <b>BOIZET</b> , M. Jérôme <b>BUB</b> , Mme Daniela <b>SEIGNEZ</b> , M. Monji <b>OUERTANI</b> , Mme Marie-Line <b>JULLIEN</b> , M. Stéphane <b>GAUBY</b>
Vote(s) Contre	0	
Abstention(s)	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Ainsi fait et délibéré le vendredi 04 juillet 2025.

Le Maire,  
Xavier ODO.



Le secrétaire de séance  
Amar MANSOURI.